



**PRÉFET  
DE LA MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement  
et du logement Grand Est  
Unité départementale de la Marne  
Direction départementale des territoires**

**AP n° 2023-APMD-38-IC**

**ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE  
de respect de prescriptions concernant la société MALTEUROP  
implantée sur le territoire de la commune de PRINGY**

**Le Préfet de la Marne  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;  
**Vu** l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral n° 86-A-54 du 8 décembre 1986 autorisant la société MALTEUROP à exploiter ses installations à PRINGY ;  
**Vu** les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 2000-A-69-IC du 6 juin 2000 et n°2011-A-140-IC du 14 octobre 2011 ;  
**Vu** les éléments transmis par l'exploitant par courriel du 6 janvier 2023 suite à la visite d'inspection du 20 décembre 2022 ;  
**Vu** le rapport du 8 février 2023 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées.

**Considérant** qu'il est apparu, lors de la visite d'inspection du 20 décembre 2022 des installations exploitées par la société MALTEUROP à PRINGY, que l'exploitant n'a pas mis en place de capteurs de déport de bandes pour ses transporteurs à bandes requis par l'arrêté préfectoral du 6 juin 2000 et notamment son article 4.17 relatif aux installations de transfert de grains ;

**Considérant** qu'il est apparu, lors de la visite d'inspection du 20 décembre 2022 des installations exploitées par la société MALTEUROP à PRINGY, que les systèmes de transport des produits ne sont pas équipés de l'intégralité des dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation ;

**Considérant** que, d'après les éléments communiqués par l'exploitant par courriel en date du 6 janvier 2023, en plus de certains dispositifs de sécurité manquants sur les équipements de transport de grains, certains dispositifs de sécurité en place seraient dysfonctionnels ;

**Considérant** les dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* ».

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La société MALTEUROP, dont le siège social est situé 2 rue Clément Ader à REIMS (51100), est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite au 58, grande rue à PRINGY (51300), de respecter les prescriptions suivantes, selon les dispositions définies dans l'article 4.17 de l'arrêté préfectoral n° 2000-A-69-IC du 6 juin 2000.

### **Article 2 : Délais**

Les prescriptions de l'article 1 sont à respecter **sous six mois** à partir de la date de signature du présent arrêté.

### **Article 3 : Mesures conservatoires**

Dans l'attente de la remise en conformité globale, l'exploitant s'assurera que les dispositifs de sécurité déjà en place sur les équipements transportant le grain soient bien fonctionnels.

### **Article 4 : Délais**

Les prescriptions de l'article 3 sont à respecter **sous un mois** à partir de la date de signature du présent arrêté.

### **Article 5 : Sanctions**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

### **Article 6 : Délais et voies de recours**

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25 rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **Article 7 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **Article 8 : Exécution et diffusion**

Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Grand Est, chargé de l'Inspection des installations classées, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté. Une copie sera adressée pour

information à la Délégation territoriale de la Marne de l'Agence régionale de santé (ARS), au Service départemental d'incendie et de secours, à la Direction de l'Agence de l'eau, ainsi qu'à Monsieur le Maire de PRINGY, qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à la société MALTEUROP, dont le siège social est situé 2 rue Clément Ader à REIMS (51100).

Châlons-en-Champagne, le **20 MARS 2023**

**Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général,**



**Emile SOUMBO**

